

Le Club de Mediapart Participez au débat



Le Club Mediapart

Sabrina Kassa, Livia Garrigue, Guillaume Chaudet Foglia et Sarah Bosquet sont les responsables du Club Mediapart

Journaliste à Mediapart

BILLET DE BLOG 21 JUIL. 2022

Un espace collaboratif face aux professionnels de « l'influence » : les stratégies de Wikipedia

À la suite de l'enquête sur Avisa Partners, le Club a pu échanger avec un administrateur bénévole de Wikipedia. En s'appuyant sur son expérience, il nous a décrit la manière dont l'encyclopédie réagit aux offensives des agences d'e-reputation et des comptes malveillants. Comment lutter contre les professionnels de la manipulation en restant fidèles à nos principes fondateurs ?

Grâce à un premier [témoignage](#) paru dans le journal Fakir, Mediapart [révéla](#)it le 27 juin dernier comment Avisa Partners, une société française spécialisée dans le renseignement, disséminait de faux articles de presse et de faux blogs pour le compte d'une clientèle internationale. En réaction à la publication de cette enquête et de notre billet « [S'armer contre la désinformation professionnelle](#) », plusieurs de nos lecteurs et lectrices nous ont transmis des messages de soutien ou des remarques. Nous avons aussi été recontactés par Jules, [administrateur](#) bénévole de l'encyclopédie collaborative Wikipedia, avec lequel nous avons échangé quelques mois plus tôt. Son témoignage allait permettre, de manière inattendue, de tirer un nouveau fil de l'enquête, sur lequel Mediapart publie aujourd'hui [un second volet](#).

Dans leur communauté, basée sur une organisation horizontale et décentralisée, les « [Wikipédiens](#) » sont les seuls à détenir le pouvoir éditorial : modifier des articles de l'encyclopédie, y insérer des bandeaux d'avertissement, etc. Ils et elles peuvent aussi proposer la suppression d'une page dont le contenu leur semble problématique. Les [critères d'admissibilité](#) ou encore de [suppression immédiate](#) d'une page (en cas de contenus injurieux par exemple), sont en accès libre pour préciser la marche à suivre. Une partie de l'engagement de Jules (un des membres français les plus impliqués de la communauté) consiste à « patrouiller », en lien avec d'autres bénévoles, pour s'assurer que les personnes à l'origine de modifications sur les pages respectent bien les [principes fondateurs](#) et les [règles](#) de Wikipedia.

« *L'aspect collaboratif de la modération permet aussi le contrôle mutuel, propre à la philosophie d'autogestion de la plateforme. Il n'y a pas de rédacteur en chef, de comité qui contrôle les contenus* », nous expliquait-il lors de notre première rencontre.

Comment Wikipedia fait la chasse aux agences

Depuis plusieurs années, des wikipédien·nes font la chasse aux « faux nez », ces comptes rattachés à de multiples identités pour diffuser plus efficacement des opinions ou des rumeurs. Ils avaient aussi ciblé les comptes à usage unique, créés pour modifier des pages ciblées (le plus souvent, relatives à des entreprises ou à des personnalités), améliorer une réputation ou en salir une autre. En 2018, la communauté avait même lancé un

[projet « Antipub »](#), pour débusquer les contenus promotionnels, « *des fléaux qui nuisent à la neutralité du point de vue et à la visée encyclopédique du site* ». Sur la page présentant le projet, les contributeurs alertent : « *La multiplication d'agences de communication ne respectant pas les principes fondateurs de Wikipedia rend nécessaire un meilleur suivi des comptes utilisateurs et des articles concernés.* »

Lorsque nous rencontrons Jules, il a déjà commencé à s'intéresser aux activités occultes d'Avisa. Dans son viseur : l'insertion de fausses sources et la suspicion d'interventions directes d'employé·es de l'agence sur des articles de l'encyclopédie. Face à cet enjeu commun, nous décidons de croiser nos informations. Wikipédia nous permet d'obtenir une liste de plus de 2 300 liens vers le Club de Mediapart référencés dans l'encyclopédie. Nous y repérons sept billets (dépubliés depuis juin 2022) mis en ligne par cinq blogs « Avisa », que nous leur signalons en retour. Au cours de leur enquête interne, les contributeurs de Wikipedia découvrent de leur côté que le projet « Antipub » a été infiltré par un contributeur agissant pour l'agence d'*e-reputation*. Deux autres comptes avaient été bloqués les mois précédents pour la même raison.

En toile de fond de cette coopération ponctuelle, une question nous anime : comment protéger les espaces participatifs et collaboratifs de ces pratiques qui biaisent les débats ? Quelles politiques de modération adopter pour mieux se défendre face aux professionnels de l'« influence » ?

Les garde-fous de la communauté et leur évolution

Chez Wikipédia, des usagers et des usagères ont commencé à se poser cette question il y a plusieurs années. « *Au début, tout le monde écrivait sans trop citer de sources. Ce n'était pas requis* », se rappelle Jules. « *Cette exigence est apparue dans la seconde moitié des années 2000, face à des critiques venant surtout des enseignants et du monde académique. Nous sommes alors progressivement passés de l'exigence de vérifiabilité (qui n'impliquait pas que la source de l'information soit citée dans l'article) à l'exigence de citations de sources reconnues comme fiables.* » Aujourd'hui, pour permettre aux contributeurs et contributrices de s'y retrouver, des pages proposent des repères pour [identifier des sources fiables](#), [de qualité](#), ou encore définir des sources primaires et secondaires. En toute transparence, un [Observatoire des sources](#) recense par ailleurs les discussions en cours sur la fiabilité de certaines d'entre elles. Chaque bénévole peut proposer un amendement à ces pages.

Face aux nouvelles exigences de son lectorat, la communauté crée en 2005 le bandeau d'avertissement « à sourcer », aujourd'hui apposé à des centaines de milliers de pages de l'encyclopédie. Depuis, tout une palette de messages d'avertissement a été créée. Ces bandeaux permettent par exemple de signaler un soupçon de plagiat ou de « contenu promotionnel ». Insérés en début des articles par les contributeurs (à l'issue d'un consensus), ils visent à répertorier les pages par catégories, à inciter les lecteurs et les lectrices à les corriger et à adopter un regard critique sur ces contenus.

Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (juillet 2022). i

 Si vous disposez d'ouvrages ou d'articles de référence ou si vous connaissez des sites web de qualité traitant du thème abordé ici, merci de compléter l'article en donnant les **références utiles à sa vérifiabilité** et en les liant à la section « **Notes et références** »

En pratique : [Quelles sources sont attendues ?](#) [Comment ajouter mes sources ?](#)

Cet article semble être une page autobiographique ou autocentrée qui a fait l'objet de modifications substantielles, soit par le principal intéressé, soit par **une ou plusieurs personnes en lien étroit avec le sujet** (indiquez la date de pose grâce au paramètre *date*). i

 Il peut être nécessaire de l'améliorer pour respecter le principe de **neutralité de point de vue**. Veuillez consulter la [page de discussion](#) pour plus de détails.

[Cliquer ici pour comprendre la signification de cet avertissement.](#)



Le ton de cet article est trop promotionnel ou publicitaire (indiquez la date de pose grâce au paramètre *date*).

Modifiez l'article pour adopter un **ton neutre** (aide quant au style) ou **discutez-en**.

« À la base, ces messages ont une vocation éphémère – mais la plupart restent finalement en place plusieurs années, jusqu'à ce que le problème soit résolu, constate Jules. Leur intérêt, c'est qu'ils permettent une grande transparence sur les discussions internes, les risques évalués par les contributeurs. »

Les failles de ces mécanismes de protection

Comme la [charte de participation](#) de Mediapart, cet ensemble de garde-fous comporte inévitablement des limites. En 2012 déjà, une professeure de littérature [faisait le buzz](#) malgré elle, en racontant comment elle avait, à des fins pédagogiques, arnaqué ses élèves en modifiant une page Wikipedia. De manière plus systématique, les « guerres d'édition » (désaccords entre un ou plusieurs contributions sur un article) donnent parfois du fil à retordre à l'équipe de modération bénévole.

Dans l'enquête BD « Sous les claviers, la rage », la [Revue Dessinée](#) est revenue, fin 2019, sur celle qui avait transformé la page « Mouvement des Gilets Jaunes » en un véritable champ de bataille. L'enjeu des belligérants est alors la définition politique et la description de ce mouvement social inédit. L'article bat alors des records de lecture (64000 en quinze jours) et d'éditions (2 360 modifications ont été publiées par 243 personnes en trois semaines). Dans le Club, l'historien Nicolas Lebourg [décrivait](#) récemment, en s'appuyant sur un [article](#) de Numerama, des luttes en cours sur la page d'Élisabeth Borne, modifiée 550 fois après sa nomination à Matignon. Pour endiguer ces guerres lorsqu'elles deviennent trop violentes, les wikipédien·nes peuvent faire appel à des médiateurs bénévoles, ou en dernier lieu, faire intervenir un administrateur qui protégera la page.

Dernier cas d'école en date : le 12 juillet dernier, une enquête du *Monde*, basée sur la publication des « Uberfiles » par le Consortium international des journalistes d'investigation (CIJI), décrivait comment des pages Wikipedia relatives à la *start-up* avaient été modifiées par Istrat afin de diluer les critiques. Outre l'encyclopédie, plusieurs médias ont été instrumentalisés par Istrat pour le compte de ce client.

Pour réagir à ces offensives, les administrateurs peuvent décider de bloquer temporairement un compte, ou après plusieurs avertissements, de le bloquer indéfiniment. Sur ce point, nos stratégies de modération se rapprochent : au Club, en cas de publications réitérées de billets contraires à la charte et après avoir contacté le blogueur concerné, nous suspendons ses droits participatifs de manière temporaire ou définitive (en fonction de la gravité des atteintes).

Et, comme nous l'avions expliqué [ici](#) et [ici](#), l'utilisation d'une fausse identité nous amène désormais à considérer comme de « fausses nouvelles » le contenu du blog concerné. Nous avons aussi rappelé comment, face aux instrumentalisations récurrentes de billets, la charte graphique de Mediapart avait évolué pour clarifier le contrat de lecture et mieux distinguer l'espace Club du Journal.

Des alliances pour défendre nos indépendances

Avant cette confrontation aux industries de la désinformation, ce que nous partageons avec Wikipédia, c'est peut-être notre rejet d'une vision élitiste de la production des savoirs. Ainsi, notre charte proscrit la diffusion de fausses nouvelles, mais nos politiques de modération sont loin d'être uniquement calquées sur la législation en vigueur.

En plus de l'attention quotidienne que nous portons aux contenus publiés, nous incitons nos lecteurs à utiliser

l'onglet « *Signalez ce contenu à notre équipe* », accessible sur tous les billets de blogs. Sur le même système que les commentaires, il permet d'alerter aux personnes en charge de la modération les contenus contraires à notre charte ou valeurs du participatif que nous revendiquons dans notre [manifeste](#).

« La défense la liberté d'expression engage notre responsabilité individuelle afin de ne pas offrir de prétexte [aux offensives conservatrices], souligne ce dernier. De même que nous défendons à Mediapart un journalisme de qualité, rigoureux et professionnel, nous entendons promouvoir dans son Club et dans ses espaces de commentaires un débat exigeant et bienveillant, à l'opposé des virulences haineuses et des fausses nouvelles. » Dans la pratique, nous rejoignons souvent la définition de la modération que la Quadrature du Net [proposait](#) en juin 2019 : *« Son but n'est pas la suppression des contenus ou des personnes, mais la réduction des violences. (...) elle reconnaît nos imperfections, nos sentiments mais aussi nos capacités de raisonnement (...) Elle nous permet de faire ensemble. »*

Sans nier les risques d'instrumentalisation, le Club garde l'ambition d'être un lieu d'expression inclusive où s'exprime des points de vue divers, parfois dissonants, où se partagent des récits et des savoirs qui nous renforcent. Parce que nous croyons à l'intérêt public de ces espaces, nous décidons de faire confiance à l'intelligence collective de notre communauté et à son esprit critique. C'est aussi la raison pour laquelle nous communiquons régulièrement sur la modération du Club et des commentaires.

L'actualité démontre une nouvelle fois que malgré nos précautions et celles de notre lectorat, les enquêtes resteront nécessaires pour identifier les manipulateurs professionnels, puis les éliminer de nos espaces participatifs et collaboratifs. L'échange de pratiques avec Wikipédia nous rappelle que l'entraide est une autre de nos armes. Et que des alliances peuvent renforcer nos indépendances.